



مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل
Office de la Formation Professionnelle
et de la Promotion du Travail

Dossier d'Appel d'Offres
Ouvert International sur offres de prix

N° 53/ 2025

Financement :

- **Budget OFPPT Hors coopération**

Objet :

Restauration collective du personnel de l'OFPPT

17/2/25

REGLEMENT DE CONSULTATION

Passé en application des articles 719 et 20 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics,
approuvé le 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023).

SOMMAIRE

Article 1	:	Objet du règlement de consultation	4
Article 2	:	Maitre d'ouvrage	4
Article 3	:	Allotissement	4
Article 4	:	Composition du dossier d'appel d'offres	4
Article 5	:	Modification du dossier d'appel d'offres	4
Article 6	:	Retrait des dossiers d'appel d'offres	5
Article 7	:	Conditions requises des concurrents	5
Article 8	:	Justification des capacités et des qualités des concurrents	6
Article 9	:	Visite des lieux	9
Article 10	:	Demande et communication d'information aux concurrents	9
Article 11	:	Présentation des dossiers des concurrents	10
Article 12	:	Dépôt des plis des concurrents	10
Article 13	:	Retrait des plis	11
Article 14	:	Lieu de la tenue de la séance publique d'ouverture des plis	11
Article 15	:	Langue de l'établissement des pièces des offres	11
Article 16	:	Monnaie de formulation des offres	11
Article 17	:	Délai de validité des offres	11
Article 18	:	Déroulement de la procédure d'ouverture des plis et d'examen des offres des concurrents	11
Article 19	:	Critères d'appréciation des offres techniques des concurrents	12
Article 20	:	Préférence nationale	14
Article 21	:	Résultats de l'Appel d'Offres	14
Annexe 1	:	Modèle de déclaration sur l'honneur	15
Annexe 2	:	Modèle d'acte d'engagement	18

Article 1 - Objet du règlement de consultation :

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert international sur offres de prix ayant pour objet : Restauration collective du personnel de l'OFPPT.

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 21, du décret N° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret n° 2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

Article 2 – Maître d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé à la suite du présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).**

Article 3 – Allotissement :

Le marché issu du présent appel d'offres n'est pas alloti.

Article 4 - Composition du dossier d'appel d'offres :

Le présent dossier d'appel d'offres comprend :

- a- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b- Un exemplaire du Cahier des Prescriptions Spéciales "CPS" ;
- c- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- d- Le modèle du bordereau du prix ;
- e- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- f- Le présent règlement de consultation.

Le concurrent devra examiner les instructions, conditions, spécifications et modèles contenus dans le dossier d'appel d'offres. Il est responsable de la qualité des renseignements requis par les documents d'appel d'offres et de la préparation d'une offre conforme à tous égards et aux exigences du dossier d'appel d'offres.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier, par n'importe quel moyen, les informations données par le concurrent. Toute inexactitude dans les informations données, entraîne automatiquement le rejet de l'offre correspondante, sans préjudice de l'application des sanctions prévues par les dispositions de l'article 152 du décret n° 2-22-431 précité, en cas d'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Article 5 - Modification du dossier d'appel d'offres :

Conformément aux dispositions de l'article n°22 § 7 et 8 du décret n° 2-22-431 précité, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit, par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité, dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours. Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du 1) de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité doit être respecté.

Les concurrents ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant. Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres.

Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande.

Article 6 - Retrait du dossier d'appel d'offres :

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports prévus à l'article 23 de décret 2-22-431 précité jusqu'à la date de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à partir du portail marocain des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

Article 7 – Conditions requises des concurrents :

Conformément à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité.

Peuvent valablement participer et être attributaire du marché, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement, les personnes physiques ou morales, qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

7
8

Ne sont pas admises à participer à l'appel d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n°2-22-431 précité ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés ou dans un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

Article 8 – justification des capacités et des qualités des concurrents :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique une offre financière et un offre technique.

8.1- Le dossier administratif comprend :

A- pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - s'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - s'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - * une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - * un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - * l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 - s'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.
- b) La déclaration sur l'honneur, établie conformément au modèle ci-joint.
- c) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire est souscrit dans les conditions de l'article 150 du décret 2-22-431 précité.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

La convention constitutive du groupement, le cas échéant, prévue à l'article 150 du décret précité ou sa copie certifiée conforme. Cette dernière doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires, et la répartition des prestations.

B- pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n°2-22-431 précité.

- a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
- c) une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;
- d) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

8.2- Le dossier technique comprend :

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation ;
- b) Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage, publics ou privés, ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté ces prestations ou par les titulaires de marchés au titre des prestations sous-traitées. Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation, le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

NB : L'appréciation des capacités techniques (attestations de référence) sera effectuée selon les modalités suivantes : présentation d'au moins **une** attestation de référence recouvrant les prestations réalisées de même nature (**RESTAURATION COLLECTIVE**) durant la période **2022 et postérieur** d'un montant au moins équivalent à **1 000 000,00 DH** par attestation.

8-3-L'offre technique :

Les concurrents doivent présenter une offre technique pour l'évaluation de leur offre, faisant ressortir leur capacité à réaliser la prestation objet du marché. A cet effet, ils doivent fournir les documents suivants :

- La liste nominative du personnel qui sera affecté au siège de l'OFPPT, dûment signée par le concurrent faisant apparaître entre autres les fonctions suivantes :

Catégorie	Profils demandés
Personnel responsable permanent	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Un « gérant » ayant un diplôme de technicien spécialisé au minimum en restauration et une expérience de 3 ans au moins en restauration collective ; ❖ Un « chef cuisinier » ayant un diplôme de technicien au minimum en cuisine et une expérience de 5 ans au moins en restauration collective.
Personnel responsable de supervision et de contrôle	Un superviseur ayant un diplôme de technicien spécialisé au minimum en restauration avec une expérience de 3 ans au moins.
Un responsable de qualité	Un technicien spécialisé au minimum avec une expérience de 3 ans au moins.
Personnel d'exécution	Composé au moins de : un pâtissier, deux cuisiniers, deux plongeurs, deux garde-manger, deux commis de cuisine, une caissière, deux serveurs avec une expérience de 3 ans au minimum.

- Le curriculum vitae (CV) de l'équipe proposée, portant la signature de l'intéressé(e) et celle du soumissionnaire. Ces CV doivent indiquer notamment, l'identité de l'intéressé(e), sa formation ainsi que son expérience professionnelle et son ancienneté dans le domaine de la restauration collective ;
- Les copies certifiées conformes aux originaux des diplômes ;
- Le descriptif détaillé de la prestation de restauration et des menus proposés ; pour une durée d'un mois (lundi - vendredi).
- Protocole de gestion de la restauration collective :
 - Processus de préparation des repas ;
 - Procédures d'achat des produits alimentaires ;
 - Démarche de traitement et contrôle du passage clients.
- Fiche descriptive du processus de sécurité et d'hygiène précisant ce qui suit :
 - **Traçabilité de l'approvisionnement ;**
 - **La réception des denrées ;**
 - **Le stockage ;**
 - **Le transport des denrées alimentaires ;**
 - **La production ;**
 - **La distribution,**
 - **L'hygiène des locaux ;**
 - **La désinsectisation, désinfection et dératisation ;**
 - **Les produits de lessives**
 - **L'hygiène et la tenue du personnel.**
- Note descriptive de réclamation des convives
 - Mettre en place et décrire une procédure claire pour la gestion des éventuelles réclamations des convives concernant la qualité des repas ou du service.

8.4- Offre financière du concurrent :

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter outre le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés, les pièces des dossiers administratif et technique, et l'offre technique visés ci-dessus, une offre financière comprenant :

- a- L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues au cahier des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi conformément au modèle ci-joint et en un seul exemplaire ;

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres, en tenant compte du rabais éventuel.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché ;

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

- b- Le bordereau du prix global et la décomposition du montant global établis conformément aux modèles figurant dans le dossier de l'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau du prix global et la décomposition du montant global, selon le cas le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Article 9 - Visite des lieux

Une visite des lieux au site bénéficiaire sera organisée par le maître d'ouvrage pour permettre aux candidats de connaître parfaitement les difficultés techniques inhérentes au projet. La date et le lieu de cette réunion sont indiqués dans l'avis d'appel d'offres.

La présence des concurrents à la visite des lieux n'est pas obligatoire. Cependant, et conformément à l'article 26 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, les concurrents qui n'ont pas assisté à la réunion ou qui n'ont pas participé à la visite des lieux ne peuvent, en aucun cas, émettre des observations ou introduire une réclamation au sujet du déroulement de la réunion ou de la visite des lieux tels que relatés dans le PV qui leur a été communiqué ou mis à leur disposition par le maître d'ouvrage.

Article 10 – Demande et communication d'information aux concurrents :

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours (7) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

Article 11 - Présentation des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article n°32 du décret n°2-22-431 du 15 chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics et aux dispositions de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 04 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, le dossier présenté par chaque concurrent contient trois enveloppes électroniques distinctes :

- a. La première enveloppe électronique contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés électroniquement et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité ;
- b. La deuxième enveloppe électronique contient l'offre financière ;
- c. La troisième enveloppe électronique contient l'offre technique.

Conformément aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 précité, chaque pièce doit être insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant et signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter.

Article 12 - Dépôt des plis des concurrents :

Conformément aux dispositions des articles 34 et 135 du décret n° 2.22.431 précité et aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023, relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, les plis doivent être transmis exclusivement par voie électronique sur le portail des marchés publics.

Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à l'appel d'offres, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque pièce est signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe C) de l'article 150 du décret n° 2-22-431.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.



Article 13 - Retrait des plis :

Tout pli déposé peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du certificat de signature électronique ayant servi au dépôt de ce pli. Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôt des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 12 ci-dessus.

Article 14 - lieu de la tenue de la séance publique d'ouverture des plis :

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique dans la salle de réunion de l'OFPPT située l'intersection de la route BO n° 50 et Route Nationale 11 (route Nouacer) Sidi Maarouf - Casablanca.

Article 15 - Langue de l'établissement des pièces des offres :

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toutes les correspondances et tous les documents concernant l'offre, échangés entre le concurrent et le maître d'ouvrage, dans le cadre du présent appel d'offre, seront rédigés en langue française.

Article 16 - Monnaie de formulation des offres :

Le prix des offres doit être formulé et exprimé en Dirham marocain.

La ou les monnaies convertibles dans lesquelles le prix de l'offre financière doit être exprimé en Dhs, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc.

Pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirhams.

Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

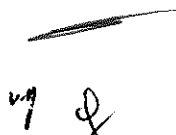
Article 17 - Délai de validité des offres :

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante jours qui commence à courir à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu.

Article 18 - Déroulement de la procédure d'ouverture des plis et d'examen des offres des concurrents :

La procédure d'ouverture des plis et d'examen des offres des concurrents se déroulera conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 41, 42, 43, 44 et 147 du décret précité.



Article 19 - Critères d'appréciation des offres techniques des concurrents :

Une note technique Nt (sur 100 points) attribuée à chaque offre sur la base du barème ci-dessous :

Critères d'évaluation		Barème	Support d'évaluation
I- Qualification de l'équipe N1		30 points	
Gérant (1)	Formation et années d'expérience	8 points	
1- Formation	Inférieur à diplôme de technicien spécialisé	0 pts	Curriculums Vitæ et les copies certifiées conformes aux diplômes
	Diplôme de technicien spécialisé	4 pts	
2- Expérience professionnelle	Inférieur à 3 ans	0 pts	
	3 ans et plus	4 pts	
Chef cuisinier (2) :	Formation et années d'expérience	4 points	
1. Formation	Inférieur à diplôme de technicien	0 pts	
	Diplôme de technicien	2 pts	
2. Expérience professionnelle	Inférieur à 5 ans	0 pts	
	5 ans et plus	2 pts	
Superviseur (3)	Formation et années d'expérience	6 points	
1- Formation	Inférieur à diplôme de technicien spécialisé	0 pts	
	Diplôme de technicien spécialisé	3 pts	
2- Expérience professionnelle	Inférieur à 3 ans	0 pts	
	3 ans et plus	3 pts	
Responsable de qualité (4)	Formation et années d'expérience	6 points	
Formation	Inférieur au diplôme de Technicien Spécialisé	0 pts	
	Diplôme de Technicien Spécialisé et plus	3 pts	
Expérience professionnelle	Inférieur à 3 ans	0 pts	
	3 ans et plus	3 pts	
Personnels d'exécution : 12 agents (5)	Année d'expérience	6 Points	
Expérience professionnelle (une note de 0.5 sera attribuée à chaque profil dans la limite de 6)	Inférieurs à 3 ans	0 pts	
	3 ans et plus	6 pts	
II- Qualité des propositions et procédures de traitement des réclamations des convives N2 A/ La composition des menus et diversification des propositions s'apprécie par rapport aux éléments suivants :	Excellente	30 Points (entre 21 et 30)	Descriptif détaillé de la composition des menus

Critères d'évaluation		Barème	Support d'évaluation
<ul style="list-style-type: none"> - Richesse des menus et de la quantité des composants des plats ; (Quantité, équilibre nutritionnel) - La présence obligatoire de fruits, légumes, produits laitiers et pâtisserie. - Variété des sources de protéines (viande, poisson, œufs, légumineuses). - Rotation des plats (éviter la monotonie). - Adaptation aux saisons (fruits et légumes de saison). - Prise en compte des régimes spéciaux (allergies, religions, végétarisme). - Présentation et goût (même équilibré, un menu doit être appétissant). - Diversité des menus dédiés aux journées thématiques - Description d'une procédure de réclamation des convives : <p>B/ Mettre en place et décrire une procédure claire pour la gestion des réclamations des convives concernant la qualité des repas ou du service</p>	Bonne	20 points (entre 11 et 20)	Note descriptive de réclamation des convives
	Moyenne	10 points (entre 6 et 10)	
	Faible	5 points (entre 0 et 5)	
III-Protocole de gestion de la restauration collective (N3) <ul style="list-style-type: none"> - Processus de préparation des repas ; - Procédures d'achat des produits alimentaire ; - Démarche de traitement et contrôle du passage clients. 	Excellente	30 points (entre 21 et 30)	Protocole de gestion de la restauration collective
	Bonne	20 points (entre 11 et 20)	
	Moyenne	10 points (entre 6 et 10)	
	Faible	5 points (entre 0 et 5)	
IV- Description du processus de sécurité et d'hygiène, (N4) : <ul style="list-style-type: none"> • La traçabilité de l'approvisionnement ; • La réception des denrées ; • Le stockage ; • Le transport des denrées alimentaire ; • La production ; • La distribution ; • L'hygiène des locaux ; • La désinsectisation, dératisation et la désinfection réalisée ; • Les produits lessiviels utilisés ; • L'hygiène et la tenue du personnel. 		10 points (entre 0 et 10)	Fiche descriptive du processus de sécurité et d'hygiène
Total		100 points	

Les critères d'évaluation de l'équipe sont présentés comme suit :

Profil du personnel responsable permanent :

- (1) Un « gérant » ayant un diplôme de technicien spécialisé au minimum en restauration et une expérience de 3 ans au moins en restauration collective ;

41 0/

- (2) Un « chef cuisinier » ayant un diplôme de technicien au minimum en cuisine et une expérience de 5 ans au moins en restauration collective.
- (3) Un superviseur ayant un diplôme de technicien spécialisé au minimum en restauration avec une expérience de 3 ans au moins ;

(4) Un responsable de qualité ayant un diplôme de Technicien Spécialisé avec une expérience de 3 ans au moins.

(5) Le personnel d'exécution doit avoir une expérience professionnelle de 3 ans au minimum

✓ Les années d'expérience sont comptabilisées après l'obtention du diplôme pris en considération pour l'attribution de la note relative au volet formation.

Chaque concurrent obtient une note $N_{ti} = N1 + N2 + N3 + N4$

Les offres financières seront ouvertes uniquement pour les concurrents ayant obtenu une note supérieure ou égale à 70 points /100

1- Résultats de l'évaluation des offres financières :

L'évaluation des offres financières se fera conformément à la disposition de l'article 44 du décret N°2-22-431 précité.

Pour l'attribution du marché le seul critère à prendre en considération, après l'admission des concurrents est l'offre économiquement la plus avantageuse tel que définie dans l'article 43 du décret 2-22-431 précité

Article 20- Préférence nationale

Lorsque des concurrents non installés au Maroc soumissionnent aux marchés de travaux, de fournitures ou de services, une préférence est accordée, lors de l'évaluation des offres financières, aux offres présentées par les concurrents dont les modalités d'applications sont prévues par l'article 147 du décret n° 2-22-431 précité.

Article 21 - Résultats de l'appel d'offres :

Le maître d'ouvrage informe, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen donnant date certaine, l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres.

Dans le même délai, il informe, par lettre recommandée avec accusé de réception, les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres. Cette lettre est accompagnée des pièces contenues dans leurs dossiers.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.

Un extrait du procès-verbal est publié sur le portail des marchés publics et affiché dans les locaux du maître d'ouvrage, dans les vingt-quatre heures suivant la date d'achèvement des travaux de la commission. La durée d'affichage de cet extrait est de quinze jours (15) au moins.

<p>Mustapha OURIHI Etabli par : Chef de la Division Action Sociale</p>	<p>Vérifié par :</p>
<p>Le maître d'ouvrage Said SLAOUI Directeur des Ressources Humaines</p>	<p>Le concurrent Lu et accepté</p>

ANNEXE 1 : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR (1)

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert international N°/2025, sur offres des prix.

Objet du marché : Restauration collective du personnel de l'OFPPT

A - Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et Pour mon propre compte.

Numéro de téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS (2) sous le numéro :

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro :

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (3) numéro (4) :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné.....(nom et prénom), agissant en mon nom personnel et pour mon Propre compte.

Numéro de téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (5) numéro (6) :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

B - Pour les personnes morales

1) Cas des sociétés :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant au nom et pour le compte

De.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de :

Numéro téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du siège social de la société :

(1) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

(2) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(3) Supprimer la mention inutile.

(4) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

(5) Supprimer la mention inutile.

(6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

Adresse du domicile élu :
 Affiliée à la CNSS, sous le numéro:⁽⁷⁾
 Inscrite au registre du commerce....., sous le numéro :
 Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :
 Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) ⁽⁸⁾ numéro ⁽⁹⁾ :
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

2) Cas des établissements publics :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(dénomination de l'établissement).
 Numéro téléphone :
 Numéro du fax :
 Adresse électronique :
 Adresse du siège :
 Affiliée à ⁽¹⁰⁾sous le numéro :
 Inscrit au registre du commerce de ⁽¹¹⁾ (Localité) sous le numéro :
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise ⁽⁷⁾ :
 Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro ⁽⁷⁾ :
 Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché :
 Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) ⁽¹²⁾ numéro ⁽¹³⁾ :
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte De.....(raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des Coopératives), au capital social de
 Numéro de téléphone :
 Numéro du fax :
 Adresse électronique :
 Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives :
 Adresse du domicile élu :
 Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro
 Affiliée à la CNSS sous le numéro ⁽⁵⁾ :
 Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :
 Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) ⁽¹⁴⁾ numéro ⁽¹⁵⁾ :
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

⁽⁷⁾ Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

⁽⁸⁾ Supprimer la mention inutile.

⁽⁹⁾ Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

⁽¹⁰⁾ Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

⁽¹¹⁾ Lorsque l'établissement public est assujéti à cette obligation.

⁽¹²⁾ Supprimer la mention inutile.

⁽¹³⁾ Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

⁽¹⁴⁾ Supprimer la mention inutile.

⁽¹⁵⁾ Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

Déclare sur l'honneur :

- 1 - que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
 - 2 - m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police D'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
 - 3 - m'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché Et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
 - à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à L'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.
 - 4 - atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que Prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
 - 5 - atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
 - 6 - étant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire Compétente à participer aux appels d'offres;⁽¹⁶⁾
 - 7 - je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de Fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les Procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
 - 8 - je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de Dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son Exécution ;
 9. j'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
 - 10 - j'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;
- Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à....., le.....
Signature et cachet du concurrent

(16) A supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire.



ANNEXE 2 : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail

Appel d'offres ouvert international sur offres des prix n° / 2025 du

Objet du marché : Restauration collective du personnel de l'OFPPT

Passé en application de l'article, de l'alinéa 3 du paragraphe 1 de l'article 19 et de l'article 20, du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, approuvé le 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023).

B - Partie réservée au concurrent agissant à titre individuel :

a) Pour les personnes physiques:(4)

Je soussigné..... (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et
Pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à (5)sous le numéro :

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

b) Pour les personnes morales:(4)

Je soussigné..... (prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte

De.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de.....

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu:

Affiliée à(5).....sous le numéro:

Inscrite au registre du commerce.....(localité) sous le numéro:

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

C - Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :

Nous soussignés:(6)

– Membre n° 1:

– Membre n° 2:

– Membre n° n:

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous engageons
conjointement/solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons.....(prénoms,
noms et qualité) en tant que mandataire du groupement;

(4) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à ces obligations.

(5) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(6) Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas.

D - Partie commune à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus.

Après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations:

1) remets (remettons), revêtu de ma (nos) signature (s) un bordereau de prix, un détail estimatif et la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier (d'appel d'offres, du concours, de la procédure négociée);(7)

2) m'engage (nous nous engageons) à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai (nous avons) établi moi-même (nous-mêmes), lesquels font ressortir :

- Montant hors TVA: (en lettres et en chiffres)
- Taux de la TVA: (en pourcentage)
- Montant de la TVA: (en lettres et en chiffres)
- Montant TVA comprise: (en lettres et en chiffres)

Lorsque le marché est conclu avec un groupement:

- Part revenant au membre n° 1: (en lettres et en chiffres)
- Part revenant au membre n° 2: (en lettres et en chiffres)
- Part revenant au membre n° n: (en lettres et en chiffres)

Se libère..... l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte.....(postal, bancaire ou à la TGR)(7) ouvert au nom de(titulaire du marché) à.....(localité) sous le relevé d'identification bancaire numéro.....(8)

Fait à....., le.....

Signature et cachet du concurrent

(7) Supprimer la mention inutile.

(8) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.